



HAL
open science

Les voix de l'appartenance : interpréter les votes “ ethniques ” en Bulgarie et en Roumanie

Nadège Ragaru, Antonela Capelle-Pogacean

► **To cite this version:**

Nadège Ragaru, Antonela Capelle-Pogacean. Les voix de l'appartenance : interpréter les votes “ ethniques ” en Bulgarie et en Roumanie. Critique Internationale, Presses de sciences po, 2011, pp.119 - 144. 10.3917/cii.053.0119 . hal-03461412

HAL Id: hal-03461412

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03461412>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les voix de l'appartenance : interpréter les votes « ethniques » en Bulgarie et en Roumanie

par Nadège Ragaru et Antonela Capelle-Pogăcean

*d*ans les représentations médiatiques, ordinaires et parfois même savantes, les votants appartenant à une catégorie dite minoritaire sont souvent inscrits dans un triptyque : ils sont d'abord dépeints comme des électeurs captifs, voués à apporter leurs suffrages aux organisations ethniques s'affichant comme leurs représentants « naturels » ; on leur prête ensuite la vertu d'être aisément mobilisables, eux dont la participation aux scrutins relèverait d'une logique du recensement plus que d'un arbitrage entre offres concurrentes ; enfin, ils seraient les victimes consentantes de monolithes politiques leur interdisant, dans les régions où ils constituent une majorité locale, tout espoir d'alternative ou même d'alternance. En Bulgarie comme en Roumanie, à écouter maints discours publics, l'on en viendrait à croire que, prisonniers d'un temps figé, les territoires à peuplement minoritaire (turc et musulman, dans un cas, hongrois, dans l'autre) auraient troqué le monopole de l'ancien Parti unique contre celui d'un parti ethnique. Certes, l'on ne saurait apporter crédit à des lectures des rapports au politique indifférentes aux conditions sociales de production et d'agrégation des identifications et, plus encore, aux formes variées de leur institutionnalisation et de

leur politisation. Mais que sait-on en vérité des logiques des votes minoritaires ? Il est d'usage dans les travaux scientifiques de noter le caractère socialement construit, intermittent et situationnel des définitions de soi¹. Plus rares, toutefois, semblent être les écrits ayant tiré les conséquences, dans leur analyse des partis et des élections, de ces apports. « En faisant de l'ethnicité une "catégorie descriptive du monde social", souligne C. Hamidi, [les études sur le vote "ethnique"] se consacrent essentiellement à la mise en lumière d'une corrélation entre un comportement politique donné et une appartenance ethnique, sans chercher à comprendre par quels processus elle opère². »

Ces dernières années, c'est notamment depuis les terrains latino-américains que de nouvelles pistes de réflexion ont été ouvertes³. L'étude de formations issues de mouvements « indigénistes » a amené à envisager les partis ethniques non comme la résultante d'une évidente convergence entre des élites ethniques, une base sociale ethnique et des demandes ethnoculturelles et ethnoreligieuses, mais comme des entreprises interrogeant perpétuellement, autant qu'elles cherchent à les construire, les frontières des groupes dont elles revendiquent la représentation. K. Chandra et S. Wilkinson, quant à eux, ont posé les jalons d'une saisie plus fine des modalités d'activation politique des identités⁴.

Revenir sur les votes des Turcs et des musulmans de Bulgarie (souvent vus comme des « électeurs naturels » du Mouvement des droits et libertés-MDL) et des Hongrois de Roumanie (qu'aspire à représenter l'Union démocratique des Magyars de Roumanie-UDMR) devrait permettre de prolonger ces interrogations. Dans un cas comme dans l'autre, nous sommes en présence de groupes représentant moins de 10 % de la population (9,4 % de Turcs et 12,2 % de musulmans en Bulgarie au recensement de 2001⁵ ; 6,6 % de Magyars au recensement de 2002 en Roumanie), vivant plus ou moins concentrés dans des régions identifiables (le Deliorman, la Dobrudža et les Rhodopes, en Bulgarie ; quinze départements de Transylvanie, en Roumanie,

1. Rogers Brubaker, Margit Feischmidt, Jon Fox, Liana Grancea, *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

2. Camille Hamidi, « Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique. Éléments sur le rapport au politique des jeunes des quartiers populaires », *Revue française de science politique*, 60 (4), 2010, p. 721.

3. Donna Lee Van Cott, *From Movements to Parties in Latin America: The Evolution of Ethnic Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

4. Kanchan Chandra, Steven Wilkinson, « Measuring the Effect of "Ethnicity" », *Comparative Political Studies*, 41 (4-5), 2008, p. 515-563.

5. Depuis 1989, les recensements bulgares et roumains définissent trois catégories identitaires : la langue, la religion et l'ethnicité. Le terme « musulman » désigne ici, outre les populations turques, les musulmans bulgarophones (ou Pomaks), ainsi qu'une frange des Roms.

cartes 1 et 2⁶) et liés selon des modalités diverses à une « mère patrie » voisine (la Turquie et la Hongrie). Cette similitude apparente de profil masque toutefois des constructions historiques distinctes des groupes, des clivages « majorité »/« minorités » et des hiérarchies sociales, qui confèrent à cette comparaison une portée heuristique.

Deux questions sous-tendent cette contribution. Premièrement, dans quels contextes historique et institutionnel certains répertoires identitaires sont-ils investis par les candidats et/ou les électeurs (sans postuler une coïncidence entre les deux) ? Deuxièmement, comment saisir les significations du vote ? Même si les marqueurs linguistiques, confessionnels et culturels se recoupent moins en Bulgarie qu'en Roumanie, le vote « ethnique » revêt dans les deux cas des sens contrastés selon les scrutins. En outre, la prépondérance du MDL et de l'UDMR en milieux minoritaires ne traduit pas nécessairement un soutien pérenne et non critique, les comportements électoraux reflétant également la structure de la compétition politique et la saillance de l'ethnicité dans l'espace public. Surtout, le vote n'engage pas une égale adhésion à l'offre identitaire des partis, encore moins une définition univoque d'appartenances différemment déclinées en fonction des territoires (local, régional, national et européen). Enfin, corrélées aux nouvelles mobilités et à l'intégration euro-atlantique, les évolutions des rapports entre État de naissance et *Kin-State* façonnent les significations des votes.

Les paysages de l'offre électorale : une banalisation du fait minoritaire en politique ?

Créés respectivement en janvier 1990 et en décembre 1989, le Mouvement des droits et libertés et l'Union démocratique des Magyars de Roumanie se sont inscrits dans les paysages politiques bulgare et roumain⁷. Le succès de cette institutionnalisation peut être mesuré à l'aune de trois indicateurs : les scores électoraux, l'accès à des postes de responsabilités et la capacité à influencer les politiques publiques. Mais là où la consolidation de l'UDMR s'est opérée sur fond d'affaiblissement des partis ultranationalistes majoritaires, le renforcement de l'assise du MDL en 2005-2009 a été contemporain de l'émergence de formations xénophobes. Enfin, l'ancrage du MDL et de l'UDMR n'a pas été exclusif d'une pluralisation de l'offre identitaire.

6. Les cartes et tableaux mentionnés ici sont disponibles sur le site du CERI à l'adresse <http://www.ceri-sciences-po.org/cerifr/publica/critique/critique.php>.

7. Antonela Capelle-Pogăcean, Nadège Răgaru, « En quoi les "partis ethniques" sont-ils "ethniques" ? Le cas du MDL en Bulgarie et de l'UDMR en Roumanie », *Questions de recherche*, 25, juin 2008.

En dépit d'un contexte initial très défavorable (des tensions intercommunautaires et une contestation de sa légitimité auprès de la Cour constitutionnelle⁸), le MDL est parvenu à s'imposer comme un acteur clé de la très fluide scène politique bulgare, enregistrant, jusqu'en 2009, une progression en termes de voix (610 521 soit 14,45 % en 2009 contre 283 094 soit 5,44 % en 1994) et de mandats (38 sur 240 en 2009 contre 15 en 1994) (tableau 1)⁹. Souvent imputés dans l'espace public à « l'achat » de voix roms et à des irrégularités dans le vote des Turcs de Bulgarie résidant en Turquie, les résultats locaux, nationaux et européens des années 2000 (tableau 2) doivent d'abord à un élargissement de la base sociale du MDL au-delà de la communauté turque. Ils tiennent ensuite à la qualité d'une politique organisationnelle qui a longtemps fait échouer l'affirmation à l'échelon national d'offres concurrentes – localement influentes dans le Nord-Est entre 1998 et 2003 sous le *leadership* de Güner Tahir – tout en assurant aux cadres loyaux réalisations politiques et professionnelles. Enfin, au-delà de la détention de responsabilités décisionnelles de 2001 à 2009, la cristallisation d'un virulent discours anti-minoritaire depuis 2005 a remobilisé un électorat déçu par la gestion jugée corrompue et autoritaire du parti.

Avoir obtenu que des Turcs intègrent l'exécutif ne constitue pas le moindre des succès du MDL dans un pays où l'unification stato-nationale a revêtu un caractère de plus en plus répressif à partir des années 1960 pour culminer avec l'assimilation forcée des Turcs entre 1984 et 1989¹⁰. En 2001, fait sans précédent historique, 2 ministres et 7 vice-ministres du gouvernement Siméon II (centre-droit) étaient issus de la minorité turque. Architecte d'un cabinet de coalition dominé par les socialistes en 2005, le MDL a obtenu les postes de vice-Premier ministre, de ministres de l'Agriculture et de l'Environnement, 6 préfetures et plusieurs agences (Conseil national aux questions ethniques et démographiques, Commission sur la lutte contre les discriminations, Fonds d'État « Tabac »). En 2009, la forte participation électorale¹¹ a toutefois relégué le Mouvement dans l'opposition, mettant au

8. La Constitution de 1991 interdit la formation de partis sur une base « ethnique, raciale ou religieuse » (art. 11, al. 4). En avril 1992, la Cour a confirmé la constitutionnalité du MDL.

9. Après les élections de 1990 (scrutin mixte, 200 sièges à la proportionnelle et 200 à la majoritaire à deux tours), la Bulgarie a adopté en 1991 un scrutin proportionnel avec seuil de 4 % et répartition selon la méthode d'Hondt. Une dose de majoritaire a été introduite en 2009 (31 sièges « *first past the post* »). Le pays est divisé en 32 circonscriptions (28 régions plus 2 pour Sofia ; 1 pour Plovdiv ; 1 pour les votes de l'étranger).

10. Les pouvoirs communistes ont interdit toute expression linguistique, culturelle et religieuse minoritaire et imposé une bulgarisation forcée des noms. Voir Mihail Gruev, Aleksej Kaljonski, *Vázroditelnijat proces* (Le processus de renaissance), Sofia, Siela, 2008 ; Bilal Šimšir, *Bulgaristan Türkleri* (Les Turcs de Bulgarie), Istanbul, Bilgi, 1986.

11. Le MDL tire avantage des scrutins à forte abstention en raison de la participation en moyenne plus élevée de son électorat.

jour des dissensions internes longtemps étouffées, consacrées en janvier 2011 par la défection du numéro 2, Kasim Dal, suivie par celle de plusieurs députés et cadres locaux.

À qui supposerait l'existence d'un répertoire obligé de revendications culturelles minoritaires, le bilan de l'action du MDL semblerait modeste. S'il a obtenu le rétablissement de la liberté de culte, des noms turco-ottomans interdits en 1984-1985 et des propriétés spoliées en 1989, le Mouvement n'a pas visé une institutionnalisation de la langue turque, *via* l'introduction de cursus scolaires en turc à l'école ou l'usage du turc dans l'administration et la justice là où les minorités sont localement majoritaires. En dehors de la réintroduction de cours optionnels en turc offerts du CP à la terminale depuis 2002¹², sa priorité a davantage été la lutte contre l'échec scolaire d'enfants qui cumulent parfois défis socioéconomiques et linguistiques. Affichant un profil résolument laïque et libéral, le MDL a timidement soutenu l'instauration en 2001 d'un enseignement sur l'histoire des religions dispensé par des acteurs confessionnels hors cursus scolaire – un sujet prioritaire pour un segment de son électorat – et s'est tenu en retrait du débat sur le voile à l'école apparu en 2006¹³.

De fait, le maniement circonstancié des catégories de l'ethnicité par le MDL (au niveau local plus que national) s'adosse à une interprétation de la condition minoritaire qu'éclairent la formation des clivages ethnoculturels sur la moyenne durée, le profil des élites du parti et la structure d'opportunité de l'après-1989. Anciens membres de la société ottomane dominante, les Turcs ont connu après la création de l'État bulgare en 1878 un renversement des hiérarchies sociales et symboliques accentué par l'exode des élites et les migrations du XX^e siècle. Sans atténuer la territorialisation des inégalités sociales et ethnoculturelles¹⁴, le communisme a promu une petite intelligentsia turque dont sont issus les cadres fondateurs du MDL. Cette élite a un temps adhéré au projet socialiste d'égalisation des conditions économiques en échange d'une euphémisation des différences culturelles et religieuses. Conjuguée avec l'interdit constitutionnel pesant sur les partis ethniques et la non-reconnaissance des minorités nationales par l'État (en dépit de la ratification en 1999 de la Convention cadre du Conseil de l'Europe

12. Face à la concurrence des langues étrangères et de l'informatique, le nombre des inscrits s'est effondré (106 000 en 1991-1992 ; 26 328 en 2004-2005 ; 14 076 en 2008-2009) (nous remercions K. Kănev de nous avoir fourni ces données).

13. « Komisijata po diskriminacija opravda zabranata na zbradkite » (La commission contre la discrimination confirme l'interdiction du voile), *Mediapool.bg*, 1^{er} août 2006.

14. Dia Anagnostou, « Nationalist Legacies and European Trajectories: Post-communist Liberalization and Turkish Minority Politics in Bulgaria », *Southeast European and Black Sea Studies*, 5 (1), 2005, p. 89-111.

pour la protection des minorités nationales), cette trajectoire explique que le Mouvement ait plus misé sur une meilleure intégration à la société majoritaire que sur l'institutionnalisation d'un espace minoritaire séparé.

Dépourvues d'une histoire susceptible de nourrir un imaginaire autonomiste, les régions à population turque restent par ailleurs dépendantes des commandes et investissements publics et, pour les Rhodopes, d'une assistance ciblant les zones montagneuses périphériques aux terres agricoles fragmentées et peu fertiles. Cette économie politique des territoires a conduit le MDL à centrer son action sur les enjeux socioéconomiques et à apporter un soutien pondéré, toujours référé aux normes européennes, à la décentralisation. Elle l'a également amené à renforcer l'articulation entre pouvoir central, régional (préfets) et municipal, à défendre le soutien de l'État au secteur du tabac (repoussant la privatisation du monopole *Bulgartabak*) tout en encourageant le développement des infrastructures et des cultures agricoles alternatives au tabac. Les soupçons de corruption qui ont entaché son exercice du pouvoir entre 2001 et 2009 ont toutefois érodé son crédit. L'incursion de formations majoritaires dans le champ électoral turc (avec la nomination du sculpteur turc Veždi Rašidov au ministère de la Culture par le parti de droite, GERB, *Graždani za evropejsko razvítie na Bălgarija*/Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie, en 2009) et, plus encore, la contestation croissante du *leadership* d'Ahmed Dogan laissent augurer des recompositions lors des élections présidentielle et municipales d'octobre 2011.

Avec une posture identitaire plus marquée que celle du MDL nourrie par l'imaginaire de la société parallèle¹⁵, l'Union démocratique des Magyars de Roumanie s'est imposée – au point de devenir à partir de 1996 un partenaire incontournable des majorités successives – sur une scène politique fragmentée et caractérisée par une forte présence ultranationaliste jusqu'au milieu des années 2000. Interrompue seulement entre décembre 2008 et décembre 2009, sa participation au gouvernement tient en partie à des performances électorales relativement stables en termes de pourcentages (situés entre 7,46 % (1992) et 6,17 % (2008) aux scrutins nationaux) et de sièges (tableau 3)¹⁶. En revanche, contrairement à celui du MDL, l'électorat de l'UDMR s'est fortement rétréci

15. József D. Lőrincz, « A kolozsvári magyarok társadalma » (La société des Hongrois de Cluj-Napoca), *Régió*, 2, 2008, p. 240-256.

16. La loi électorale a été modifiée quatre fois entre 1990 et 2008. Le vote proportionnel sur listes organisé dans 42 circonscriptions, avec un seuil électoral rehaussé de 3 % (1992) à 5 % (2000), a été remplacé en 2008 par le vote uninominal à un tour et une 43^e circonscription créée pour les Roumains de l'étranger. Les candidats qui obtiennent 50 % +1 des voix occupent un siège, le reste étant distribué à la proportionnelle.

surtout dans la seconde moitié des années 2000 (425 008 votants en 2008 contre 628 125 en 2004). L'abstention pénalise une formation usée par l'exercice prolongé du pouvoir, suspectée de corruption, et dont la parole est moins audible en situation de recul de l'extrême-droite absente du Parlement depuis 2008. À un moindre degré, la pluralisation de l'offre minoritaire plus visible en Roumanie qu'en Bulgarie fragilise également l'UDMR. Ses effets varient selon les types de scrutin et de peuplement. Ancré en « pays sicule »¹⁷, soit principalement dans deux départements à majorité magyare, Harghita (84,6 %) et Covasna (73,8 %), le Parti civique hongrois (PCH), légalisé en janvier 2008, a obtenu des scores modestes aux législatives, mais a recueilli un quart des votes aux élections locales¹⁸. En « pays sicule » résidait également la majorité des soutiens à la candidature « indépendante » aux européennes de 2007 de l'évêque réformé László Tőkés, président d'honneur de l'UDMR jusqu'en 2003, qui rassemblait un tiers des votes « magyars » contre deux tiers pour l'Union (tableau 4). Critique à l'égard de cette dernière qu'il accusait d'avoir infléchi ses revendications d'autonomie pour rester au pouvoir, L. Tőkés était soutenu par le PCH, d'autres organisations minoritaires et surtout par le principal parti de droite de Hongrie, le FIDESZ (Fiatal Demokraták Szövetsége-Magyar Polgári Szövetség/Union des jeunes démocrates-Union civique hongroise). Lors des européennes de 2009, il s'est retrouvé à la tête d'une liste « Solidarité » présentée avec l'UDMR¹⁹, mais, à l'été 2011, il encourageait l'émergence d'un Parti populaire magyar de Transylvanie (PPMT) en attente de légalisation. Si elle n'est pas parvenue à empêcher la constitution de formations alternatives soutenues depuis la Hongrie – surtout présentes dans les territoires à fort peuplement magyar, où les scrutins locaux permettent de mesurer et de renégocier les rapports de force intra-magyars –, l'Union garde pour l'instant sa prééminence sur la scène nationale, grâce notamment aux ressources gouvernementales.

17. Installés dans les montagnes de Transylvanie orientale, garde-frontières du Royaume hongrois à partir du XIII^e siècle, les guerriers sicules constituaient une population distincte, dotée de structures politiques et sociales plus égalitaires que celles des Hongrois. Leur identification à la nation hongroise, qui date de la fin du XVIII^e siècle, n'a pas aboli un particularisme ethno-régional.

18. Sherrill Stroschein, « Demography in Ethnic Party Fragmentation: Hungarian Local Voting in Romania », *Party Politics*, 17 (2), 2011, p. 189-204.

19. Zoltán Bognár, « A 2009-es romániai európai parlamenti választások » (Les élections pour le Parlement européen de 2009 en Roumanie), *Pro Minoritate*, automne 2009, p. 153-174 ; Alpár Zoltán Szász, Miklós Bakk, « Európai parlamenti választások – első alkalommal » (Des élections pour le Parlement européen pour la première fois), *Magyar Kisebbség*, 3-4, 2007 (http://www.jakabffy.ro/magyarkisebbsseg/index.php?action=cimek&lapid=34&cikk=2007_3-4_001Vitaindito.htm).

Inédite en 1996 lorsqu'un parti représentant l'« ennemi historique » a été pour la première fois depuis 1920²⁰ associé au gouvernement, la présence de l'UDMR dans l'exécutif est désormais banalisée. Après avoir contrôlé par le passé le Tourisme, la Santé, les Communications, l'Aménagement du Territoire, entre autres, l'Union dispose, depuis décembre 2009, en tant que second membre d'une coalition bipartisane, d'un poste de vice-Premier ministre, de 3 fauteuils ministériels (Santé, Environnement/Forêts et Culture), de 5 préfetures (sur 42) et de la présidence de plusieurs agences gouvernementales. Les accusations de flexibilité excessive dans le choix des partenaires – de droite (1996-2000, 2004-2008, 2009-...) ou de gauche (soutenus de l'extérieur entre 2000 et 2004) – sont rejetées au nom de la coopération « interethnique ». En janvier 2009, son président déclarait : « Nous n'avons pas besoin d'une alliance entre Hongrois et libéraux, Hongrois et sociaux-démocrates ou Hongrois et chrétiens-démocrates, mais d'un rapprochement entre Hongrois et Roumains »²¹.

Cet accès prolongé aux leviers du gouvernement n'a pas permis la révision des structures de l'État unitaire susceptible de garantir l'autonomie culturelle et/ou ethno-territoriale au centre du programme de l'UDMR depuis le milieu des années 1990. Ces revendications s'adosent à un imaginaire de la communauté autonome promu après 1920 par des élites notamment nobiliaires qui tentaient de résister à la dégradation de leur statut politique. S'il a modifié leur composition sociale et égalisé partiellement les conditions économiques par-delà l'appartenance ethnique, le régime communiste a néanmoins perpétué l'institutionnalisation de l'ethnicité à travers des structures scolaires et culturelles de langue hongroise, étioilées dans les dernières décennies du communisme sous la menace d'un nationalisme assimilateur. Les revendications autonomistes de l'UDMR se comprennent à la lumière de cette construction sur la durée du clivage ethnique, comme de celle des structures d'opportunités politiques au sortir du communisme.

Sans remodeler l'État, l'UDMR a obtenu une revalorisation du statut politique de la langue hongroise, devenu un indice du statut du groupe. Censée reproduire l'ethnicité, l'éducation en langue maternelle à tous les niveaux a connu une diversification spectaculaire. Certes, l'université publique de langue hongroise n'a pas vu le jour, mais des cursus entièrement

20. Par le traité de Trianon (4 juin 1920), l'ancienne province de Transylvanie ainsi que les territoires qui la bordent à l'Ouest, qui appartenaient à la composante hongroise de l'Empire austro-hongrois, ont été rattachés à la Roumanie. La frontière hungaro-roumaine a été à nouveau modifiée entre 1940 et 1944.

21. Béla Markó, « Kormányból ellenzékbe. A romániai magyar politika tizenkét éve » (Du gouvernement dans l'opposition. La politique hongroise de Roumanie depuis douze ans), *Transindex*, 22 janvier 2009 (<http://reply.transindex.ro/?cikk=107>).

en hongrois sont désormais proposés pour des milliers d'étudiants principalement par une université publique, « multiculturelle » (roumain, hongrois, allemand) et une université privée financée par la Hongrie et reconnue par l'État roumain. L'usage du hongrois est en outre garanti par la loi dans la justice et dans l'administration, des inscriptions bilingues étant obligatoires dans les communes où une minorité représente plus de 20 % de la population. La restitution des biens des Églises catholique et protestantes, nationalisés sous le communisme, a renforcé l'assise économique de ces institutions « identifiantes » centrales. Enfin, depuis le milieu des années 2000, l'Union a valorisé la dimension économique de son action, en soutenant le développement des infrastructures en Transylvanie, en particulier dans le « pays sicule », montagneux, désindustrialisé, et fragilisé par un fort chômage et par la faible présence d'investisseurs étrangers, ou en adoptant des mesures favorables aux retraités, groupe dans lequel l'Union compte de fidèles votants. Cette diversification des priorités éclaire la différenciation de son électorat cible, sensible tant sur le plan socioéconomique et culturel que sur celui des vécus et expressions de l'identité hongroise.

Cette pluralisation des expériences de l'identité et des trajectoires sociales apparaît plus nettement encore si l'on quitte l'offre politique pour explorer les significations attribuées par les électeurs à leur soutien aux partis minoritaires.

Donner de la voix : les rationalités des votes

Quelles rationalités sous-tendent les votes dits identitaires ? Là où l'UDMR a surtout séduit des électeurs se définissant comme « Magyars », le MDL reçoit, au-delà du seul électorat turc, les suffrages d'une frange des électeurs bulgares musulmans (estimés entre 70 000 et 270 000) et roms (4,7 %, soit 370 908 au recensement de 2001, de 500 000 à 800 000 selon des sources officielles). Ce constat invite d'emblée à problématiser la cartographie fluide des supports d'identification envisagés par les électeurs et/ou les élus comme politiquement pertinents.

Près de 9 Turcs sur 10 (87,4 %), un quart des Roms (26,7 %) et une frange des musulmans bulgarophones (entre 20 % et 40 %²²) auraient voté pour le MDL aux législatives de 2009, composant en cela un électorat en moyenne moins éduqué, plus jeune et plus rural que celui des partis majoritaires²³.

22. Ces *exit polls*, réalisés par *Alpha Research* sur la base de l'affiliation ethnique déclarée, saisissent mal le vote de Pomaks aux définitions ethniques plurielles.

23. En 2009, le MDL a enregistré le plus fort pourcentage de votants issus du primaire (36,3 % contre 24,4 % pour les socialistes et 20,7 % pour GERB). Seuls 3,7 % des diplômés du supérieur l'ont soutenu (contre 4,4 % GERB et 18,1 % les socialistes).

Ces données, qui traitent l'ethnicité déclarée comme une variable indépendante aux effets électoraux mesurables, se révèlent toutefois d'un maniement délicat, parce qu'elles retiennent une seule composante d'identifications plurielles (langue, confession, ethnicité...) et situationnelles, éludant les discordances possibles entre auto-identifications et assignations identitaires, ethnicité au quotidien et dans l'arène politique²⁴.

De fait, dans l'étude du vote turc, un premier écueil consisterait à déduire du bulletin MDL l'existence de vécus identiques de la turcité et l'efficacité d'un récit identitaire politisé. Entre les deux guerres, une petite intelligentsia influencée par le kémalisme avait posé les jalons d'une narration minoritaire énoncée dans les catégories de l'ethnicité turque, englobant des territoires incorporés à l'État bulgare à des dates et selon des modalités différentes²⁵. Redéployé pendant la période communiste, ce récit a été décliné sur le mode de la dépossession (« ils ont pris nos terres, nos enfants, nos noms »), tandis que la bulgarisation forcée des années 1980 effaçait temporairement les divergences sur la société communiste, l'islam ou un possible « retour » vers le *Kim-State* turc. Après 1989, les dirigeants du MDL – une coalition hétérogène d'opposants à l'assimilation forcée, issus pour certains du sérail communiste, au sein de laquelle s'imposa le philosophe A. Dogan – ont tenté d'éluder ces divisions, tout en se revendiquant les héritiers de la lutte contre la bulgarisation. Les usages publics du passé, d'autant plus contestés qu'A. Dogan et sa garde rapprochée étaient soupçonnés d'avoir collaboré avec la police politique, ne sont toutefois parvenus à lisser les trajectoires régionalement, socialement et générationnellement stratifiées des Turcs que dans les moments où le nationalisme majoritaire recevait une expression politique.

En dehors des lieux structurés autour de la polarité « majorité/minorité », les mondes turcs sont traversés par des différences religieuses (majorité sunnite et minorité alévie), régionales (séparés par le massif du Balkan, les Turcs du Nord-Est et ceux du Sud-Est entretiennent des représentations mutuelles opposant le registre de la modernité socioculturelle à celui de l'authenticité turque) et économiques (la plaine de la Dobrudža est plus prospère que la montagne des Rhodopes). Le postcommunisme a en outre accentué la

24. Faute de place, le vote des Roms – aux identifications ethniques, religieuses et linguistiques plurielles – ne peut être étudié ici. De fait, les électeurs roms du MDL ne se recrutent pas uniquement dans la frange des Roms musulmans et turcophones qui s'identifient comme Turcs, ni même parmi les Roms musulmans (dont une partie seulement revendique une conscience turque). Dans la région de Vidin (Nord-Ouest), des Roms chrétiens (orthodoxes ou évangélistes) ont voté MDL en 2005 et en 2009 et, localement, des coopérations interethniques se sont développées. Voir N. Ragaru, « Être rom en Bulgarie. Les dangers d'une essentialisation des différences », novembre 2010 (<http://spire.sciences-po.fr/hdl/2441/3cr7jj61bs68cvg99ci14ak0i>).

25. Certains territoires ont été incorporés en 1878, d'autres en 1913 (Thrace). Une partie de la Dobrudža a été cédée à la Roumanie en 1913-1918 et de 1919 à 1940.

différenciation sociale selon les capitaux éducationnels, sociaux et confessionnels détenus, les mobilités de travail et l'accès aux prébendes du pouvoir. La variété des logiques de peuplement sous-tend aussi des expériences distinctes de l'ethnicité : les Turcs représentent 10 % à 30 % de la population dans 5 régions sur 28, 30 % à 50 % dans 3 autres et ne sont majoritaires qu'à Kărdžali. Sensible en ville, la diversité s'atténue dans des milieux ruraux aux configurations variées (mono-ethnicité ou co-existence de Turcs et de Pomaks, Bulgares et Roms, en quartiers séparés ou non). Appréhender le vote exige donc une attention fine à la construction spatiale des identifications et aux effets de superposition entre profils résidentiels, économiques et ethniques.

Un second écueil, inverse, consisterait à tenir le maniement limité d'une rhétorique de l'ethnicité par le MDL pour une absence d'identitarisation de l'offre et du vote. Si A. Dogan a toujours affirmé vouloir sortir de la « capsule ethnique » (il avait ainsi déclaré en 1998 : « Je me réjouirais que le prochain *leader* du Mouvement s'appelle Ivan »²⁶), l'absence de demandes ethnoculturelles n'empêche pas le bulletin de valoir proclamation identitaire. L'observation des campagnes du MDL est à cet égard éloquente : la loi électorale interdisant l'usage d'un idiome autre que le bulgare, il n'est pas rare d'assister à des meetings où des candidats turcs s'expriment en bulgare devant des électeurs turcs. L'identitarisation de l'échange politique ne s'opère alors ni dans les slogans affichés en bulgare ni dans le discours des candidats, mais à travers des productions culturelles non verbales comme les danses et les chants folkloriques turcs qui ouvrent et clôturent les réunions²⁷.

La création même d'un parti minoritaire a érigé celui-ci en emblème communautaire, indépendamment de son programme ou même de son action. Car, en Bulgarie, la perpétuation des identifications – sévèrement contrainte par la nationalisation étatique et privée des supports que sont l'école (suppression de l'enseignement en turc en 1972), l'édition et les médias (progressivement bulgarisés et/ou interdits) ou les arts (répertoire bulgare obligé dans les théâtres des années 1980...) – s'est organisée dans la ritualisation, selon un islam à signification plus culturelle que confessionnelle, des différentes étapes de l'existence (naissance, mariage, décès). Elle s'est également adossée à un habitat plus rural, une spécialisation professionnelle agricole et une construction du village, en creuset de la turcité. En autorisant une institutionnalisation politique de l'identité, le MDL a introduit une rupture historique dans les conditions de reproduction de la turcité.

26. « Dogan zagărba Karakačanov, Venci i monarhistite » (Dogan tourne le dos à Karakačanov, à Venci et aux monarchistes), *Sega*, 21 avril 1998.

27. Bien que non corrélée à la formulation de demandes ethnoculturelles, la référence à des thématiques comme les droits de l'homme, la « tolérance ethnique » ou la commémoration de l'assimilation active aussi des identifications spécifiques.

Cocher le bulletin du Mouvement n'a toutefois pas revêtu une signification inchangée dans le temps. À l'aube des années 1990, le vote MDL était largement un vote de reconnaissance (offrant une ressemblance nouvelle entre électeurs et élus) et de protection identitaire. La liquidation des industries socialistes et des coopératives agricoles a ensuite donné une tonalité sociale aux scrutins. Après 2001, l'entrée du MDL au pouvoir a renouvelé les supports de l'allégeance partisane, tandis que l'électorat rural déplorait l'émergence d'une « oligarchie » turque (*et bulgare*) liée au MDL. Un vote sanction serait sans doute intervenu, n'était la création en 2005 du parti xénophobe *Ataka*²⁸, qui a renforcé la prégnance de l'ethnicité comme cadre d'interprétation du quotidien. Fruit de l'usure du pouvoir (dans certaines municipalités, le MDL gouverne sans discontinuer depuis 1990), la désaffection envers le parti traduit aussi le décalage croissant entre le discours identitaire de dirigeants socialisés sous le communisme et un électorat en plein renouvellement générationnel. La territorialisation croissante de l'ethnicité (Turcs et Bulgares musulmans ayant souvent préservé une résidence villageoise en effectuant des migrations pendulaires à l'étranger, quand maints Bulgares recherchaient un emploi en ville), l'émergence de jeunes cadres turcs (hommes d'affaires, commerçants, ingénieurs) souhaitant vivre plus ouvertement leur identité, la diversification des vecteurs d'institutionnalisation de la turcité (avec le développement des réseaux virtuels sur Internet, mais aussi un réinvestissement du croire et des institutions musulmanes) nourrissent des attentes nouvelles, dont plusieurs anciens de l'organisation de jeunesse du Mouvement, sensibilisés aux débats sur la diversité, l'islam et la Turquie en Europe, souhaiteraient se faire les porteurs.

Intervenue au début des années 1990 dans des villages bulgares musulmans, au tournant des années 2000 en milieu rom, l'implantation du MDL au-delà de la communauté turque impose, quant à elle, de dépasser une analyse duale de la négociation de l'ethnicité, pour restituer l'épaisseur historique des relations entre « majorité », « minorité majoritaire » et petites « minorités » ainsi que les frontières sociales et symboliques entre mondes minoritaires (reléguant les Roms au bas de l'échelle). Dans l'opinion bulgare, le vote MDL de Bulgares musulmans, une population résidant à 90 % dans les Rhodopes occidentaux, est conventionnellement imputé à une entreprise de « turcisation » par le MDL. De fait, proximités et distances par rapport à la « minorité majoritaire » (Turcs) et à la majorité (Bulgares orthodoxes) sont différemment cartographiées selon les historicités propres à chaque village et

28. N. Ragaru, « Un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du postcommunisme », *Critique internationale*, 30, janvier-mars 2006, p. 41-56.

sous-région ; elles reçoivent des traductions politiques non linéaires, influencées par la nature du scrutin et par l'offre électorale.

Population de confession islamique et de langue bulgare, les musulmans bulgares ont été revendiqués dès la seconde moitié du XIX^e siècle par des entrepreneurs identitaires bulgares – qui voyaient en eux l'incarnation du corps national souffrant, car converti à l'islam – et turcophones. L'exposition à des campagnes d'assimilation récurrentes au XX^e siècle a fondé des identifications localisées, nouant diversement récit des origines, patronyme, langue, confession et ethnicité déclarée (le plus souvent musulmane, parfois turque, plus rarement bulgare)²⁹. Les choix électoraux reflètent en partie seulement ces marqueteries identitaires : ainsi la propension à une affiliation turque a-t-elle favorisé un vote MDL précoce dans plusieurs villages du district de Blagoevgrad (Rhodopes occidentaux).

Cependant, l'activation électorale des définitions de soi est d'autant moins automatique que les identités pertinentes au quotidien ne recouvrent pas nécessairement celles affichées en politique. L'exposition au travail nationalisant de l'État a suscité des stratégies d'euphémisation, voire d'invisibilisation des appartenances dans l'espace public (ainsi à travers une différenciation entre usages administratifs et familiaux des noms)³⁰ et une perpétuation de l'identité reposant plus sur le lieu de résidence, les choix maritaux et les spécialisations professionnelles que sur un engagement associatif ou partisan³¹. Nonobstant la faiblesse des élites bulgares musulmanes et la variété des auto-identifications ethniques privilégiées, ces stratégies éclairent l'échec des rares tentatives de création de partis pomaks après 1989.

Plus prosaïquement, le vote MDL reflète aussi la structure des opportunités politiques et l'existence d'intérêts socioéconomiques proches : à l'échelon municipal dans les circonscriptions de Blagoevgrad et de Smoljan (Rhodopes centraux)³², le MDL a tôt investi en position éligible des candidats issus de la communauté ; plusieurs députés (4 sur 24 en 2005 ; 3 sur 38 en 2009) ont été élus sur ses listes tandis qu'en janvier 2010 un Bulgare musulman était promu vice-président du parti. La percée du MDL dans la région de Smoljan après 2001 – une zone où les identifications ne sont pas turques – s'explique aussi

29. Elka Minčeva, « Slučajet Jakoruda između samoidentifikacija i državna politika » (Le cas de Jakoruda entre auto-identification et politique de l'État), *Balgarska etnologija*, 3-4, 2005, p. 82-100.

30. Les récentes migrations ont conforté ces euphémisations. Voir Neda Deneva, « Circumventing the Category: The Double-naming Strategy of Bulgarian Muslim Migrants in Spain », 2008 (www.migrationonle.cz).

31. Yulian Konstantinov, « Strategies for Sustaining a Vulnerable Identity », dans Hugh Poulton, Suha Taji-Farouki (eds), *Muslim Identity and the Balkan State*, Londres, Hurst, 1997, p. 33-54.

32. Marko Hajdinjak, *Thou Shalt not Take the Names Ethnic or Minority, and Will Bless Thee*, Sofia, IMIR, 2008, p. 9.

par la détention des portefeuilles de l'Agriculture et des Forêts, décisifs aux yeux d'une population essentiellement agricole.

Surtout, le soutien accordé au MDL n'engage pas systématiquement une identification turque, ni même des vécus identiques de la confession. Ainsi, dans certains villages des Rhodopes occidentaux (tel Ribново), le vote MDL est concomitant de la redécouverte fervente d'un islam investi comme instrument d'affirmation communautaire *et* de démarcation par rapport à des Turcs tenus pour plus détachés du croire. Il est loisible – et pas nécessairement vécu comme contradictoire – d'afficher une identité ethnique turque et de chercher en même temps à consolider les frontières de la micro-communauté bulgare musulmane par rapport à la « minorité majoritaire » en employant un registre religieux devenu un site privilégié des concurrences pour la définition de l'islam juste et le *leadership* des institutions religieuses. Un mouvement d'affiliation (qui se veut signifiant dans la relation entre Bulgares musulmans et majorité bulgare) croise un mouvement de distinction (visant la relation avec l'autre minorité musulmane, les Turcs) dans un contexte où les Pomaks sont infériorisés sur un plan symbolique par les populations majoritaires *et* turques. Ce double mouvement opère par ailleurs sur des échelles différentes, l'allégeance au MDL restant dotée d'une forte charge identitaire au niveau national, quand les arbitrages locaux peuvent conduire à soutenir des candidats indépendants ou issus de partis généralistes. Le vote MDL ne traduit donc pas une homogénéisation des appartenances minoritaires. *A contrario*, le Mouvement a réussi son implantation là où, loin de chercher à unifier, il a respecté les mosaïques identitaires et notabilités locales dans ses choix d'investiture³³.

En Roumanie, la perception « majoritaire » de l'électorat magyar a été, jusqu'au milieu des années 2000, celle d'un groupe « monolithique », qui suivait, discipliné, son parti unique. Certes, comparé à l'électorat du MDL, celui de l'Union ne se prête pas à autant de mises en formes identitaires. Cristallisé sur la durée des constructions stato-nationales rivales autour de la Transylvanie, le clivage ethnique croise des marques linguistiques (qui n'excluent pas les situations de bilinguisme asymétrique, pratiqué aujourd'hui par 88 % des Hongrois³⁴) et religieuses (catholicisme et protestantisme contre l'orthodoxie majoritaire des Roumains). L'institutionnalisation d'une appartenance magyare au sein de

33. Voir l'excellent IMIR, *Prava na maltsinstvo, međduetničeski i međdureligiozni otnošenija v obštini sās smeseno naselenie* (Droits des minorités, relations interethniques et interconfessionnelles dans des communes à population mixte), Sofia, IMIR, 2008.

34. István Horváth, « A romániai magyarok kétnyelvűsége: nyelvismeret, nyelvhasználat, nyelvi dominancia. Regionális összehasonlító elemzések » (Le bilinguisme des Magyars de Roumanie : connaissances linguistiques, usages linguistiques, domination linguistique. Analyses comparatives régionales), *Erdélyi Társadalom*, 3 (1), 2005, p. 178.

l'État roumain au XX^e siècle nourrit l'épaisseur sociale de celle-ci. Malgré cette perpétuation d'une identité « nominale », l'identité activée dans l'exercice du vote présente une dimension contextuelle.

Depuis sa création, l'UDMR dresse le portrait d'un groupe ayant en partage une histoire qui entremêle des références étatiques (hongroises et roumaines) et régionales (transylvaines) et propose une représentation victimaire de la trajectoire collective au XX^e siècle. L'une des déclinaisons de ce récit de dépossession met en avant le déclin démographique des Hongrois dans leur « patrie » transylvaine qui fait écho aux vécus ordinaires et est documenté par les recensements postcommunistes (de 7,2 % de Hongrois à l'échelle nationale en 1992 à 6,6 % en 2002). Loin d'être diffusé uniquement par l'Union, ce récit est porté par d'autres institutions de reproduction d'une ethnicité « banale »³⁵, à savoir l'école, les Églises catholique et réformées, les médias, les établissements culturels de langue hongroise, institutions consolidées après 1989 grâce au travail politique de l'UDMR. Dans ce contexte, le vote pour l'Union vaut déclaration d'appartenance – même s'il ne se réduit pas à cela –, et met en scène un sursaut collectif : « Nous sommes autant que le nombre de nos votes » disait encore en 2009 l'un des slogans de l'UDMR.

Ce vote-appartenance est conforté par la place qu'occupe l'ethnicité dans l'ordre politique postcommuniste. Les nouvelles tensions dans les relations entre la Roumanie et la Hongrie au début des années 1990 ont conduit les acteurs « majoritaires » à mobiliser la catégorie de « minorité » – euphémisée en Bulgarie – de manière à relativiser le poids des Magyars dans l'ordre politique. Dès 1990, le décret-loi pour l'organisation des élections législatives (92/1990) a assuré des conditions préférentielles pour la représentation à la Chambre des députés de 13 « minorités » (19 en 2011). Des organisations ethnoculturelles se revendiquant d'autres groupes (Roms, Allemands, Ukrainiens, Russes, Turcs, etc.) ayant un poids politique, symbolique et démographique moindre – ensemble ils ne dépassaient pas 4 % de la population³⁶ – ont participé sur cette base aux élections législatives³⁷. Cette légitimation de l'ethnicité par l'État a banalisé la politisation des identités concurrentes.

L'éclatement des territoires de référence et des récits historiques, les hiérarchies symboliques ainsi que les conditions démographiques et socioéconomiques

35. Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres, Sage, 1995.

36. En 2002, 2,46 % de la population déclaraient une appartenance rom, les autres catégories réunissant moins de 0,3 % chacune (*Recensământ 2002*, <http://www.recensamant.ro>).

37. Un siège de député leur était assuré à condition qu'ils réunissent au moins 5 % de la moyenne des votes nécessaires aux élus majoritaires. Monica Călugăr, « Reprezentarea minorităților naționale pe locurile rezervate în Parlament » (La représentation des minorités nationales par les places réservées au Parlement), dans Levente Salat (ed.), *Politici de integrare a minorităților naționale din România*, Cluj-Napoca, Fundația CRDE, 2008, p. 167-178.

différenciées limitent également, tant en termes d'offres que de demandes, les coopérations « transethniques ». Si Magyars et Allemands partagent une lecture du « passé multiculturel » de la Transylvanie – même s'il s'agit d'un passé de concurrence et de distance entre bourgeois citadins saxons et noblesse rurale hongroise³⁸ –, les Allemands, peu nombreux désormais (0,27 % de la population en 2002) cultivent surtout la relation avec leur *Kin-State*, médiatisée par le Forum démocratique allemand (FDA)³⁹. Contrairement au MDL, l'UDMR n'a pas cherché à atteindre de manière visible les Roms qui seraient selon les estimations plus nombreux que les Magyars (entre 1,5 et 2 millions), touchés par l'exclusion économique et caractérisés par des identifications en termes d'ethnicité, de langue et de religions complexes. Dans des zones rurales ou semi-urbaines à dominante magyare, les Roms peuvent partager la langue hongroise et s'identifier comme « Tziganes hongrois » ou parler le romani tout en affirmant une ethnicité hongroise. Leur nombre est estimé entre 80 000 et 90 000. Des négociations locales peuvent conduire à un vote en faveur de l'UDMR sans que ce choix acquière une visibilité⁴⁰ tant il risque de susciter la réprobation d'un électorat cible proche de la majorité roumaine par les conditions sociales et les stéréotypes anti-roms. Dans la hiérarchie du prestige, les Magyars continuent à se percevoir « en haut » alors que les Roms sont perçus par la population roumaine et magyare comme étant « en bas ».

Favorisé dans les années 1990 et au début des années 2000 par des variables historiques, politiques et institutionnelles, le vote-appartenance connaît désormais un certain épuisement. Outre le changement du contexte politique et l'usure du pouvoir, cette prise de distance éclaire également la redéfinition des liens établis entre l'UDMR et les autres vecteurs de l'ethnicité (institutions scolaires, culturelles, Églises, associations, etc.), en situation de diversification des ressources politiques, économiques et organisationnelles et de concurrences entre leurs différents fournisseurs (État roumain, État hongrois, tel ou tel parti hongrois, etc.). Le décalage entre l'ethnicité politisée et la saillance de cette catégorie comme cadre d'interprétation de l'ordre social au quotidien

38. Katherine Verdery, « The Unmaking of an Ethnic Collectivity: Transylvania's Germans », *American Ethnologist*, 12 (1), 1985, p. 62-83.

39. Bénédicte Michalon, « Circuler entre Roumanie et Allemagne. Les Saxons de Transylvanie, de l'émigration ethnique au va-et-vient », *Balkanologie*, 7 (1), 2003 (<http://balkanologie.revues.org/index466.html>).

40. László Fosztó, « Szorongás és megbélyegzés: a cigány-magyar kapcsolat gazdasági, demográfiai és szociokulturális dimenziói » (Angoisses et stigmatisation : les dimensions économiques, démographiques et socio-culturelles de la relation entre Tziganes et Magyars), dans Boglárka Bakó (ed.), *Lokális világok. Együttélés a Kárpát-medencében* (Des mondes locaux. Cohabitation dans le bassin des Carpates), Budapest, MTA Társadalomkutató Központ, 2003, p. 83-107 ; Attila Z. Papp, « A romániai roma-magyar kötődésű népesség az 1992. és 2002. évi népszámlálási adatok tükrében » (La population rom de Roumanie reliée aux Magyars à la lumière des recensements de 1992 et 2002), *Régió*, 1, 2010, p. 96-140.

varie selon la structure du peuplement, la micro-histoire des rapports inter-communautaires, les groupes sociaux, la performance plus ou moins réussie des organisations locales de l'Union, dotée d'un fonctionnement très décentralisé. Opérée selon des dimensions multiples (cadre familial, amical, professionnel, effet de l'habitat, etc.), l'insertion des individus dans l'univers « magyar » montre, lui, des intensités variables, cet univers n'étant ni territorialement ni socialement circonscrit⁴¹.

Le bilan de l'UDMR fait lui-même l'objet de lectures divergentes. Régionalement, dans les départements à majorité hongroise du « pays sicule » qui regroupent plus d'un tiers de la population s'identifiant comme magyare, les droits linguistiques garantis désormais n'ont pas renouvelé les pratiques sociales. Ils ont légitimé juridiquement des manières de faire routinisées de longue date. La distance à l'égard d'une formation politique incontournable, présente au gouvernement central, dominant également les instances politiques départementales et communales, n'en est que plus forte. Outre les Magyars-sicules, les jeunes générations, dont la socialisation politique n'a pas été façonnée par les mobilisations de la première moitié des années 1990 pour le rétablissement des institutions scolaires et des droits linguistiques supprimés sous le communisme, s'éloignent également d'une Union dont le discours est resté en partie dans les cadres idéologiques fixés au sortir du communisme, malgré un renouvellement des cadres. Les Magyars des quartiers périphériques des grandes villes transylvaines, de langue roumaine, semblent également moins mobilisables que les retraités ruraux socialisés dans un univers dominé par les notabilités locales et les exigences de mise en conformité sociale⁴². Enfin, ceux qui se définissent comme Magyars mais habitent des territoires où ils représentent moins de 5 % de la population ou vivent dans des mariages mixtes semblent se détourner de l'UDMR en choisissant soit l'abstention, soit le vote pour un parti « majoritaire ». En 2008, ce vote relativement rare au niveau national où environ 4 % des « Magyars » soutenaient des candidats de la « majorité » a atteint autour de 20 % au Sud de la Transylvanie où les Hongrois et les institutions magyares sont peu nombreux⁴³.

41. R. Brubaker *et al.*, *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*, *op. cit.*

42. István Gergely Székely, « A romániai magyar szavazók választói magatartása » (Le comportement politique des électeurs hongrois de Roumanie), dans Barna Bodó (ed.), *Romániai Magyar Évkönyv 2004-2005* (Almanach des Magyars de Roumanie 2004-2005), Temesvár, Ed. Marineasa, 2005, p. 49-92.

43. Tamás Kiss, « Az RMDSZ és az erdélyi magyar választók - szociológiai vázlat » (L'UDMR et les électeurs magyars de Transylvanie – esquisse sociologique), *Pro Minoritate*, printemps 2009 (www.prominoritate.hu/folyoiratok/2009/ProMino09-1-03-Kiss.pdf).

Les horizons de la citoyenneté et du vote

Envisager les votes minoritaires au niveau des territoires (infra-)nationaux ne saurait épuiser des significations en partie cristallisées à d'autres échelles. Il convient dès lors de réinsérer ces dernières dans le récit en considérant, d'une part, les relations entre populations minoritaires, entrepreneurs ethniques et *Kin-States*, d'autre part, l'évolution des rapports entre des *Kin-States* et des États de naissance aux inscriptions régionales, européennes et globales différenciées. En Bulgarie comme en Roumanie, les contours de la citoyenneté ont été retravaillés par la *diaspora politics*⁴⁴, notamment à travers l'adoption de mesures d'*ethnizenship*⁴⁵ destinées aux Bulgares et aux Roumains de l'extérieur. Cependant, là où, dans le cas turc, c'est une initiative législative de l'État bulgare relayée par la mobilisation électorale du MDL qui a soulevé la question de l'articulation entre les espaces pluriels de la citoyenneté et du vote, dans le cas magyar, celle-ci a été posée par le *Kin-State* hongrois. De plus, si en Hongrie la référence aux Magyars de l'extérieur structure l'opposition gauche-droite, les clivages politiques de Turquie ne s'ordonnent pas autour des Turcs de Bulgarie, la *diaspora politics* turque ciblant davantage les migrants d'Europe occidentale⁴⁶.

Ce contraste – qui renvoie aussi au différentiel entre le poids démographique des Turcs de Bulgarie, quelque 745 000 au regard d'une Turquie de 77,8 millions d'habitants en 2010, et celui des Magyars du « bassin carpatique », 2,5 millions dont 1,4 en Roumanie, au regard d'une Hongrie de 10 millions en 2010 – prolonge des constructions distinctes des groupes et territoires minoritaires dans les idéologies nationales des *Kin-States* hongrois et turc. La Transylvanie (et, emboîté dans celle-ci, le « pays sicule ») a acquis depuis 1920 une forte signification identitaire, périphérie orientale devenue centre authentique dans un imaginaire patriotique hongrois⁴⁷. Cet investissement a été d'autant plus intense qu'il s'agissait d'un territoire « pour deux rêves »,

44. Myra A. Waterbury, *Between State and Nation: Diaspora Politics and Kin-State Nationalism in Hungary*, New York, Palgrave Macmillan, 2011 ; Rainer Bauböck, Thomas Faist (eds), *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010.

45. R. Bauböck, « Stakeholder Citizenship and Transnational Political Participation: A Normative Evaluation of External Voting », *Fordham Law Review*, 75 (5), 2006, p. 2396.

46. Les Turcs de l'extérieur se répartissent en populations issues de l'ex-Empire ottoman (Balkans et Caucase) et d'Asie centrale et en migrants turcs établis en Europe après 1945 (plus de 3,5 millions pour ces derniers). Ces groupes relèvent d'enjeux de politique étrangère distincts. Samim Akgönül, *Minorités en Turquie, Turcs en minorité*, Istanbul, ISIS, 2010 ; Stéphane de Tapia, « Les Turcs expatriés en 2005-2006 », *Revue européenne des migrations internationales*, 22 (3), 2006, p. 229-251.

47. Anne-Marie Losonczy, « Pilgrims of the "Fatherland": Emblems and Religious Rituals in the Construction of an Inter-Patriotic Space between Hungary and Transylvania », *History and Anthropology*, 20 (3), 2009, p. 265-280.

l'idéologie nationale roumaine construisant également la Transylvanie comme berceau de la nation. Disputée, son appartenance étatique a nourri le contentieux hungaro-roumain, la frontière commune étant redéfinie à trois reprises dans la première moitié du XX^e siècle. Ces découpages se sont accompagnés de déplacements de populations et de migrations magyares vers la Hongrie⁴⁸. La chute du communisme elle-même a été précédée, à partir de 1987, d'une nouvelle vague de migrations vers ce pays, très intense jusqu'en 1993⁴⁹. Son amplitude éclaire la redéfinition des politiques de la Hongrie à l'égard des Magyars des États voisins. La Constitution amendée en 1990 affirme la responsabilité morale de la République hongroise à l'égard des Magyars hors frontières (art. 6, par. 3)⁵⁰. Une institutionnalisation progressive des liens politiques, culturels et économiques du *Kim-State* avec les acteurs « minoritaires » des États voisins s'est amorcée.

Cette évolution s'est intensifiée à la fin des années 1990, lorsque le principal parti de droite, le FIDESZ, au gouvernement entre 1998 et 2002 (et à nouveau depuis avril 2010) a mobilisé les « minorités » au service d'une « droitisation » de son profil partisan sur une scène politique clivée. La promotion d'une définition ethnoculturelle de la nation visant à incorporer les minorités magyares permet à ce parti de tisser des réseaux de clientèles parmi les élites minoritaires, de peser sur les jeux de factions au sein des partis ethniques et de mobiliser des protagonistes héros d'une « magyarité » résistant aux assauts assimilationnistes des États de résidence dans les concurrences internes⁵¹. La « réunification spirituelle de la nation hongroise » s'est traduite par l'adoption, le 19 juin 2001, d'une loi dite du « statut » qui accorde certaines facilités dans le domaine de l'éducation (75 euros par an et par enfant scolarisé en hongrois), de la culture et des transports aux Magyars minoritaires, qui peuvent obtenir une « carte hongroise »⁵². Cette initiative vise à homogénéiser les groupes hongrois façonnés par des histoires étatiques différentes autour du récit identitaire promu par le FIDESZ. En décembre 2004, lors d'un référendum consacré à

48. Pál Péter Tóth, « Adalékok a magyar migrációs politikai stratégia kialakításához » (Compléments pour la définition d'une stratégie migratoire hongroise), *Kisebbségkutatás*, 8 (3), 1999 (http://www.hhrf.org/kisebbssegkutas/kk_1999_03/cikk.php?id=110).

49. 130 000 Magyars de Roumanie se seraient installés en Hongrie entre 1987 et 1993. On estime à 100 000 le nombre des Magyars de Roumanie établis en Hongrie entre 1992 et 2002. I. Horváth, « A migráció hatása a népesség előszámítására » (L'effet des migrations sur la projection démographique), *Magyar Kisebbség*, 7 (4), 2002, (<http://www.jakabffy.ro/magyarkisebbsseg/index.php?action=cimek&cikk=m020403.html>).

50. A. Capelle-Pogăcean, « La Hongrie et les minorités magyares », *Courrier des Pays de l'Est*, 1028, septembre 2002, p. 69-77.

51. M. A. Waterbury, « Internal Exclusion, External Inclusion: Diaspora Politics and Party-Building Strategies in Post-communist Hungary », *East European Politics and Societies*, 20 (3), 2009, p. 483-515.

52. Osamu Ieda (ed.), *Beyond Sovereignty: From Status Law to Transnational Citizenship?*, Sapporo, Slavic Research Center, Hokkaido University, 2006.

l'octroi de la nationalité hongroise aux minorités magyares, organisé à l'initiative d'une marginale Fédération mondiale des Magyars et dirigée par un Hongrois de Transylvanie, le FIDESZ a fait campagne pour le « oui », s'opposant aux socialistes qui appelaient à voter « non » au nom des coûts économiques⁵³. Revenu au pouvoir, le même parti a adopté le 26 mai 2010 « la loi sur la double citoyenneté » – entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011 – ouvrant l'accès à la nationalité hongroise sans conditions de résidence. Peu consensuel en Hongrie et bénéficiant d'un accueil réservé au sein de l'UDMR, le droit de vote devrait être accordé aux nouveaux citoyens, et ce dans l'espoir pour la droite de renforcer son assise électorale.

Outre le fait de nourrir le clivage gauche/droite et d'affirmer le statut régional de la Hongrie, ces investissements de la cause minoritaire troublent le jeu des appartenances, d'autant qu'ils croisent d'autres dynamiques sociales. En situation d'intensification des interactions entre Magyars de l'intérieur et de l'extérieur selon des cadres divers – familiaux, amicaux, économiques, politiques, culturels, médiatiques –, l'on assiste à des redéfinitions de la proximité et de la distance nourries par des logiques ethnolinguistiques, mais aussi par des ancrages régionaux ou encore des concurrences sur le marché du travail. Les effets des politiques de *Kin-State* se révèlent dès lors ambigus. Au sein de l'UDMR, l'émergence d'une clientèle FIDESZ a renforcé les divisions internes, contribuant à l'« externalisation » de l'opposition à partir de 2003. Mais le soutien de la droite hongroise, dont la popularité parmi les Magyars de Roumanie est plus forte que celle de la gauche, n'a guère permis aux concurrents de l'UDMR de transformer en votes la lassitude à l'égard de l'Union. Certes, 529 269 Hongrois de Transylvanie possédaient au 30 mai 2010 la « carte hongroise »⁵⁴, mais il ne s'agissait que d'un tiers de ceux qui s'identifiaient comme Hongrois au recensement de 2002. Tous ne pratiquaient pas le vote « ethnique », alors que parmi les électeurs de l'UDMR tous ne possédaient pas la « carte hongroise », ni n'avaient l'intention de demander la nationalité hongroise. La multiplication à des échelles différentes des proclamations identitaires (notamment par l'UDMR, le *Kin-State* et le FIDESZ) n'a pas nécessairement des effets cumulatifs, les concurrences entre acteurs contribuant à la pluralisation du champ minoritaire et des horizons d'avenir.

53. Cette consultation a été invalidée par le faible taux de participation (37 %) alors que le « oui » avait réuni 52,6 % de voix. Zoltán Kántor, « Re-institutionalizing the Nation – Status Law and Dual Citizenship », *Régió*, 8, 2005, p. 40-49.

54. « Menlevél » (Laissez-passer), *HVG*, 17 juillet 2010, p. 18.

Par contraste avec la trajectoire hongroise, la construction kémaliste d'un État-nation turc, quoique nouée dans une distanciation non dépourvue de continuités avec l'Empire ottoman, s'est adossée à une narration identitaire conjuguant la quête d'un foyer originel centre-asiatique et un enracinement spatial en Anatolie⁵⁵. Si les pertes humaines et territoriales balkaniques y ont été incorporées, parfois sous la forme d'un silence dont A.-M. Losonczy a justement souligné combien il différait de l'oubli⁵⁶, ni Kemal Atatürk⁵⁷ ni ses successeurs n'ont fait des Balkans le creuset de la turcité. Depuis le long XIX^e siècle, la scansion des replis migratoires vers l'Anatolie, remémorée dans les écritures chantées et contées, a cependant chargé d'affectivité les figures des *muhacir*, *soydaş* et *göçmen*, tandis que les vagues de départs de 1950-1951 (155 000), 1969-1978 (130 000) et 1989 (340 000) redessinaient la cartographie des liens⁵⁸.

Au lendemain du coup d'État de 1980, la relation du *Kin-State* aux Turcs des Balkans a connu une inflexion. Tandis que le courant de la synthèse turco-islamique, né dans les années 1970, réinvestissait l'ancrage islamique de la turcité et le souvenir d'une grandeur ottomane sur « trois continents », la bulgarisation forcée de 1984-1989 conférait une visibilité inédite aux minorités de Bulgarie dans le champ politique turc, tout en suscitant la prise de parole d'associations de migrants originaires des Balkans. L'arrivée de 340 000 Turcs fuyant la répression communiste entre mai et août 1989, donnant à voir une mère-patrie protectrice, a marqué conjointement l'apogée d'une lecture confraternelle des Turcs de Bulgarie et le début de son érosion nonobstant l'élection d'un Président, Turgut Özal, dont l'horizon politique embrassait les aires turcophones des Balkans à l'Asie centrale. La reprise des échanges transfrontaliers et les migrations turques liées à la crise transitionnelle bulgare ont en effet superposé à l'image du frère victime celle du migrant faiblement rémunéré, concurrent sur le marché du travail. Mobilités et accès à l'emploi sont en outre cadencés par des politiques migratoires bulgare *et* turque soumises à des injonctions plurielles (la visée d'une

55. Étienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque : analyse d'une historiographie nationaliste (1931-1993)*, Paris, CNRS Éditions, 1997, p. 33-74, p. 278-306.

56. A.-M. Losonczy, « "Nos années de souffrance". Mémoire du Goulag et construction ethnique postcommuniste chez les Hongrois de Transcarpatie (Ukraine) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 41 (1), 2010, p. 163-190.

57. Encouragées, les migrations depuis les Balkans ont été alors placées au service d'un renforcement de la « turcité » de la nouvelle République. Erol Ülker, « Assimilation, Security and Geographical Nationalization in Interwar Turkey: The Settlement Law of 1934 », *European Journal of Turkish Studies*, 7, 2008 (<http://ejts.revues.org/index2123.html>).

58. N. Ragaru, « Voyages en identités. Les espaces-temps de l'appartenance des Turcs de Bulgarie installés en Turquie », *Critique internationale*, 47, avril-juin 2010, p. 37-60. Les migrations auraient concerné 1,16 million de personnes entre 1878 et 1992. Ali Eminov, *Turkish and Other Muslim Minorities in Bulgaria*, Londres, Hurst, 1997, p. 79.

adhésion à l'UE, mais aussi la régulation de l'offre de main-d'œuvre et les solidarités transnationales, côté turc), maintenant les travailleurs turcs dans la précarité et/ou l'illégalité⁵⁹.

Outre les mobilités, les œuvres bulgare et turque de catégorisation administrative affectent l'exercice des droits de citoyenneté. De façon étonnante, la question des relations entre territoires de résidence, d'appartenance et de vote a été initialement ouverte non par le *Kin-State* turc, mais par l'État bulgare qui a autorisé la double nationalité en 1998 et permis aux Turcs déchus de leur citoyenneté après leur émigration en Turquie de la recouvrer⁶⁰. Conçue également pour les Bulgares de l'extérieur (Ukraine, Moldavie, Serbie, Macédoine, diasporas européenne et américaine...), la loi sur la citoyenneté a créé une communauté de binationaux turco-bulgares⁶¹.

Dès la fin des années 1990, le MDL a cherché à capter cet électorat (migrants pendulaires à citoyenneté bulgare et/ou double nationaux) en négociant l'ouverture de bureaux de vote en Turquie et en facilitant le retour des migrants à la veille des scrutins. Les associations balkaniques des métropoles de Bursa, Istanbul, Izmir et Antalya notamment, déjà reconverties dans l'assistance juridique et sociale aux migrants⁶², y ont gagné un rôle d'interlocuteur privilégié du Mouvement, assurant notamment l'inscription sur les listes électorales, un service de bus vers la Bulgarie, un relais des discours de campagne. L'État turc a aussi encouragé la participation électorale en Bulgarie en adoptant, avant les consultations, des mesures de régularisation exceptionnelles des clandestins⁶³, une politique poursuivie par Recep Erdoğan (AKP) en dépit de

59. Soumis à un strict régime turc de visas entre 1990 et 2001, les migrants turcs de Bulgarie ont été admis de 2001 à 2007 pour des séjours inférieurs à trois mois, limités depuis à un séjour par semestre. En 1997, on estimait qu'entre 100 000 et 200 000 Turcs, alors détenteurs de la seule nationalité bulgare, résidaient et travaillaient en Turquie. Membre de l'UE depuis 2007, la Bulgarie a introduit un régime de visas pour les ressortissants extracommunautaires pénalisant les Turcs originaires de Bulgarie ne possédant plus la nationalité bulgare. Zeynep Kaşlı, Ayşe Parla, « Broken Lines of Il/Legality and the Reproduction of State Sovereignty: The Impact of Visa Policies on Immigrants to Turkey from Bulgaria », *Alternatives*, 34 (2), 2009, p. 203-227 ; Nurcan Özgür Baklacioglu, *Constituting Identity in Crossborder Discourse: Turkish Migrants in Bulgarian-Turkish Politics*, Saarbrücken, Lambert Academic Publishing, 2010, p. 27.

60. En 2001, les conditions d'accès à la double nationalité ont été durcies, tandis qu'était supprimé l'art. 26, al. 2 de la loi de 1998 destiné aux « personnes n'étant pas de souche bulgare ayant perdu leur citoyenneté bulgare à leur demande ou dans le cadre d'un accord d'émigration ».

61. La mesure s'est appliquée aux migrants et à leurs enfants. En 2007, la Commission électorale a fourni une estimation indirecte des binationaux, en retirant des listes pour les européennes 185 000 inscrits ayant déclaré une adresse actuelle (*nastojast*) en Turquie, la loi imposant un séjour de 60 jours dans un pays de l'UE. « Usednaloshta izvadi 185 000 izselnici ot spisăcite za evrovota » (La résidence raye 185 000 émigrants des listes pour les élections européennes), *Dnevnik*, 9 avril 2007. Pour une estimation haute (400 000), voir N. Özgür Baklacioglu, *Constituting Identity in Crossborder Discourse: Turkish Migrants in Bulgarian-Turkish Politics*, op. cit., p. 29.

62. Entretien avec Emin Balkan, président de Balgöç, Bursa, 5 septembre 2009.

63. Z. Kaşlı, A. Parla, « Broken Lines of Il/Legality and the Reproduction of State Sovereignty: The Impact of Visa Policies on Immigrants to Turkey from Bulgaria », art. cité, p. 217.

relations tendues avec A. Dogan. En 2001, le MDL a ainsi obtenu 38 840 voix de l'étranger (essentiellement de Turquie, 3 sièges de députés), en 2005, 40 626 voix (3 sièges) et en 2009, 93 903 voix (5 sièges)⁶⁴.

Ces dernières années, l'exercice du droit de vote par les binationaux turcs – et plus largement des droits civiques et sociaux associés à la citoyenneté – est devenu un enjeu vivement politisé en Bulgarie⁶⁵. À plusieurs reprises, le Parlement a cherché à limiter le vote des Turcs établis en Turquie, prolongeant la durée de séjour sur le territoire requise⁶⁶. Maints Bulgares dénoncent les usages flexibles de la double nationalité développés en réponse aux politiques d'identification publiques (l'effectuation du service militaire, moins long, en Bulgarie ; une candidature aux examens d'entrée à l'université bulgare en tant que Turc, mais un paiement des droits de scolarité comme Bulgare ; l'utilisation du passeport bulgare pour voyager dans l'UE...).

Ces tactiques de la citoyenneté, associées à des existences maillées de voyages, échappent pourtant à toute catégorisation bipolaire des allégeances. Les significations accordées au vote en Bulgarie reflètent un travail identitaire stratifié en fonction des temporalités migrantes, des trajectoires sociales dans les États de naissance et les *Kim-States*, des projets d'avenir (des études, une retraite en Bulgarie ou en Turquie). Pour des Turcs qui s'étaient découverts « autres » dans le regard des citoyens de Turquie – que ce fût en raison de leurs mœurs jugées trop relâchées (emploi des femmes, moindre respect des interdits alimentaires musulmans, etc.), de leur parler dialectal ou de leur statut social précaire⁶⁷ –, prendre part aux élections bulgares peut participer d'une affirmation d'une identité turque de Bulgarie en Turquie comme d'un sentiment de responsabilité envers les proches restés en Bulgarie. Évaluant dans une double socialisation politique, familiers des acteurs et enjeux partisans bulgares et turcs, les votants ont aussi investi différemment le scrutin de 2001 (centré sur les droits de retraite des Turcs ayant travaillé en Bulgarie) et ceux de 2005 et 2009 (dominés par l'enjeu *Ataka*)⁶⁸.

64. Voir <http://www.2005izbori.org/results/1-32.html>; <http://rezultati.cik2009.bg/results/mandates/hnm.html>.

65. En février 2010, la Cour constitutionnelle a invalidé les résultats de 23 bureaux de vote en Turquie, faisant perdre au MDL 18 000 voix et 1 siège. « DPS sâdi Bâlgarija v Strasburg za otnetija deputatski mandat » (Le MDL poursuivi la Bulgarie à Strasbourg au sujet du mandat de député qui lui a été retiré), *Mediapool.bg*, 8 septembre 2010.

66. En décembre 2010, un amendement au code électoral a ainsi imposé un an de résidence (*usednalost*) pour voter aux municipales et trois mois pour les européennes. « Pârvanov vârna izbornija kodeks » (Pârvanov a renvoyé le code électoral), *Mediapool.bg*, 3 mars 2011.

67. A. Parla, « Remembering across the Border: Postsocialist Nostalgia among Turkish Immigrants from Bulgaria », *American Ethnologist*, 36 (4), 2008, p. 750-767.

68. N. Özgür Baklacioglu, *Constituting Identity in Crossborder Discourse: Turkish Migrants in Bulgarian-Turkish Politics*, *op. cit.*, p. 66-79.

Définis en interaction avec les politiques des *Kin-States* et des États de naissance, indissociables de la constitution d'espaces sociaux transnationaux, les investissements politiques des territoires s'apprécient aussi au regard des hiérarchies symboliques établies entre pays de naissance et terre d'installation, hiérarchies que leur inscription renouvelée dans un univers régional, européen et global ont redéfinies. Dans la configuration hungaro-roumaine, la sortie du communisme a été marquée non seulement par une dégradation des relations bilatérales entre deux anciens « frères » du bloc communiste, mais aussi par le redéploiement d'une altérité hiérarchisante. Celle-ci distinguait la Hongrie, « ancienne baraque la plus gaie du camp communiste », devenue le « bon élève » centre-européen de la transition vers la démocratie, d'une Roumanie qui avait allié dans les années 1980 crispations idéologiques communistes et nationalisme et présentait après 1989 une trajectoire incertaine entre « Ouest » et « Est », associée en même temps à un espace « balkanique » en proie aux exacerbations identitaires. Les hiérarchies symboliques transylvaines cristallisées historiquement autour du couple dominant/dominé, où le premier terme renvoyait sur la longue durée aux (nobles) hongrois malgré les renversements de positions au XX^e siècle, étaient désormais affectées par la réorganisation symbolique du continent européen dont témoignait l'émergence de la démarcation Europe centrale/Balkans. Cette nouvelle géographie a durci les frontières du groupe hongrois de Roumanie, représenté comme le prolongement d'une « culture centre-européenne » magyare sur le territoire d'un État qualifié de « balkanique », nonobstant les tentatives roumaines d'échapper à cette assignation. Alimentant des imaginaires positifs de soi, cette « balkanisation » de la Roumanie a nourri le vote-appartenance en faveur de l'UDMR dans les années 1990.

Progressivement néanmoins, l'objectif de l'intégration européenne et atlantique partagé par les deux États a partiellement questionné ces hiérarchies et réduit les distances symboliques. Leur entrée dans l'OTAN en 1999 (Hongrie) et 2004 (Roumanie), puis dans l'Union européenne en 2004 (Hongrie) et 2007 (Roumanie) s'est accompagnée de rapprochements politiques inédits, d'une réduction des écarts économiques et d'une partielle réorganisation des ordres symboliques influençant les vécus de frontières. Les imaginaires identitaires des Hongrois de Roumanie se déploient désormais autour de multiples espaces : une petite « patrie » transylvaine, le territoire d'une citoyenneté roumaine, une patrie hongroise déterritorialisée qui ne recoupe pas forcément la Hongrie ou encore l'espace d'une citoyenneté hongroise ouvrant l'accès à des territoires européens plus vastes. Les nouvelles migrations redéployent les relations entre citoyenneté et ethnicité selon des

logiques autres qu'une simple opposition et alimentent en terre étrangère des proximités variables entre Hongrois, Hongrois de Roumanie et Roumains. Noués dans une « inimitié constitutive »⁶⁹ à laquelle l'appartenance à deux camps opposés au temps de la guerre froide avait donné une nouvelle actualité, les rapports bulgare-turcs ont connu une embellie après 1989, le réinvestissement balkanique de la Turquie croisant la quête de sécurité bulgare au temps des guerres yougoslaves. L'ancien satellite de l'URSS, habitué à peindre sa voisine capitaliste sous les traits d'un despotisme oriental, a découvert alors une puissance régionale au dynamisme économique insolent, quand sa propre transition semblait l'entraîner vers les confins « balkanisés » de l'Europe⁷⁰. L'ambition d'une adhésion à l'OTAN dont la Turquie était membre depuis 1952 favorisait cette redéfinition des hiérarchies symboliques, y compris parmi les Turcs de Bulgarie. Socialisés dans une lecture condescendante de la République post-ottomane en dissonance avec les souvenirs transmis par leurs aînés et les échos furtivement glanés lors de visites à des proches en Turquie, ces derniers avaient tenté de concilier adhésion (partielle) au récit historique bulgare et entretien d'une image de la mère-patrie nourricière, sous la figure tutélaire d'Atatürk. Dans les années 1990, ils ont, eux aussi, (re)découvert un État dont le passé brillant et l'opulence présente, même inaccessible, pouvaient fonder une estime de soi mobilisable dans les rapports avec la majorité bulgare.

Le rattrapage économique et l'adhésion à l'UE en 2007, quand les aspirations européennes de la Turquie se heurtaient aux réticences des États membres, ont toutefois diffracté ces images : faisant du passeport bulgare un passeport d'européanité, l'accession a conféré une crédibilité nouvelle à la revendication par les Turcs de Bulgarie d'une identité de Turcs européens professant un islam européen, une représentation mobilisée tant en Turquie que dans un champ migratoire européen inauguré dès les années 1990, parfois en épousant les trajectoires des coreligionnaires de Turquie vers l'Allemagne, les Pays-Bas... L'ouverture d'un horizon institutionnel et politique européen, investi dès la seconde moitié des années 1990 par le MDL au Conseil de l'Europe, a par ailleurs contribué à nuancer le sentiment que le *Kim-State* serait seul à même de défendre les minorités de Bulgarie. Privée – contrairement à la Hongrie – des ressources institutionnelles et symboliques de l'UE, soucieuse d'obtenir un

69. Bernard Lory, « Strates historiques des relations bulgare-turques », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien-CEMOTI*, 15, 1993, p. 149-167.

70. Les échanges économiques, touristiques et culturels entre les deux pays ont connu un développement rapide bien qu'asymétrique, le nombre des touristes bulgares en Turquie atteignant 624 000 entre janvier et juin 2010, alors que les touristes turcs se comptent seulement par dizaines de milliers. Voir « Bulgarians Rank 5th on Turkey Foreign Tourist Market », *Bulgariancoast.com*, 6 août 2010.

soutien bulgare (timide) à son intégration, la Turquie jouit aujourd'hui d'une marge de manœuvre limitée, y compris dans sa politique envers le MDL. Si elle continue à fournir un pôle de rayonnement économique et culturel (notamment à travers son *soft power* télévisuel), elle ne constitue que l'un des espaces de référence par rapport auxquels les individus se définissent contextuellement de concert avec le lieu de naissance, les aires transfrontalières, les solidarités déterritorialisées avec les autres communautés turques d'Europe et les territoires de l'Union européenne. Citoyennetés bulgare, turque et européenne nouent désormais des relations d'échanges et de chevauchement.

Dans les cas turc comme hongrois, ces spatialisations des imaginaires et des pratiques de l'ethnicité, bien que différentes, éclairent *in fine* l'impossibilité de réduire les votes « ethniques » au reflet d'une intelligence exclusive des appartenances collectives. Elles soulignent aussi l'importance d'une étude des médiations sociales multiples des trajectoires politiques. ■

Nadège Ragaru est chargée de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po/CNRS) et enseigne à Sciences Po. Ses recherches actuelles portent sur la culture visuelle et l'anthropologie des images, la sociologie historique du communisme, ainsi que les politiques de l'identité et le croire en Bulgarie et en Macédoine. Elle a récemment publié *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est* (codirigé avec Antonela Capelle-Pogăcean) (Paris, Karthala/CERI, 2010) ; *Prepletenite vremena na nastojašteto. Bălgarija 20 godini sled 1989-a* (Les temporalités feuilletées du présent. La Bulgarie vingt ans après 1989) (Sofia, Kritika i Humanizăm, 2010) ; « Faire taire l'altérité. Police de la langue et mobilisations linguistiques au temps de l'assimilation forcée des Turcs de Bulgarie (1984-1989) », *Cultures et conflits* (79-80, automne/hiver 2010, p. 73-96) ; « Les dossiers de la Sûreté d'État bulgare : le communisme dans les pliures du temps », *Revue des études slaves* (81 (2-3), 2010, p. 205-227).

Adresse électronique : ragaru@ceri-sciences-po.org

Antonela Capelle-Pogăcean est chargée de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po/CNRS) et enseigne à Sciences Po. Ses recherches actuelles portent sur les politiques de l'identité, sur les recompositions du religieux et des imaginaires sociaux en Hongrie et en Roumanie, et sur l'histoire sociale du communisme. Elle a notamment publié *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est* (codirigé avec Nadège Ragaru) (Paris, Karthala/CERI, 2010) ; « Relire Albert Wass en Hongrie et en Roumanie. La construction d'un emblème identitaire », dans Denis-Constant Martin (dir.), *L'identité en jeux : pouvoirs, identifications, mobilisations* (Paris, Karthala/CERI, 2010, p. 245-266) ; « L'ethnicité au quotidien : présences et intermittences », *East Central Europe* (36 (1), 2009, p. 147-154).

Adresse électronique : capellepogacean@ceri-sciences-po.org